

# Brésil

Le PIB réel devrait progresser de 1.9 % en 2024 et de 2.1 % en 2025. Soutenues par une croissance soutenue de l'emploi, l'augmentation du salaire minimum et le recul de l'inflation, les dépenses des ménages devraient être le principal moteur de la croissance, notamment en 2024. Malgré de récents signes de rebond, le climat persistant d'incertitude extérieure freinera l'investissement privé en 2024. L'inflation, qui n'a cessé de reculer en 2023, devrait continuer de converger vers l'objectif en 2024 et 2025.

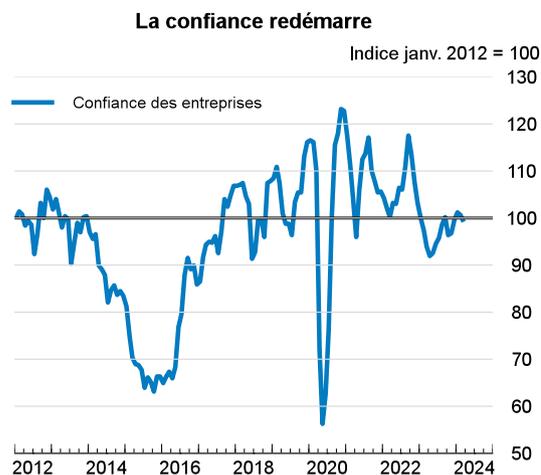
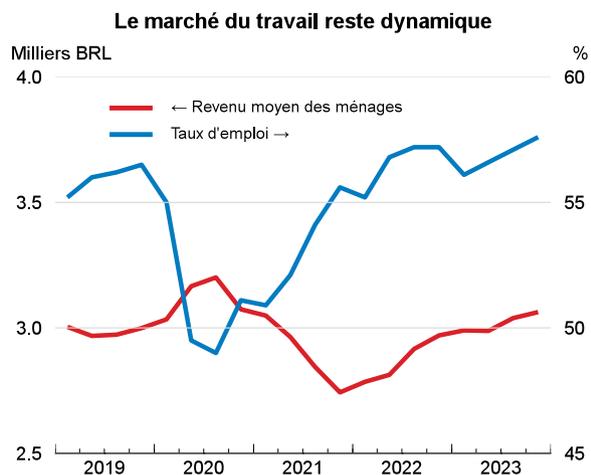
L'assouplissement de la politique monétaire devrait se poursuivre en 2024 avec le recul de l'inflation. La politique budgétaire demeure accommodante, mais des mesures d'assainissement sont attendues en 2024 pour atteindre l'objectif primaire imposé par le nouveau cadre budgétaire. La réforme de la taxe sur la valeur ajoutée récemment approuvée pourrait stimuler la productivité et la croissance potentielle des entreprises. En outre, la création prévue d'un marché national du carbone pourrait jouer un rôle déterminant dans la lutte contre la déforestation, notamment dans la savane du Cerrado, qui abrite 45 % de l'agriculture et de l'élevage au Brésil. Un meilleur accès à l'éducation pour les jeunes enfants permettrait d'augmenter le taux d'activité des femmes et réduirait les disparités entre les genres.

## L'activité économique se redresse lentement

L'économie a connu un net ralentissement au second semestre de 2023, après une croissance soutenue au cours des premiers mois de l'année. Les indicateurs avancés montrent un rebond progressif au cours du premier semestre de 2024. Le commerce de détail a fortement progressé en janvier et février, suite au recul de l'inflation et à l'amélioration des marchés du crédit et de l'emploi. Le secteur des services a enregistré une croissance importante en janvier, suite aux règlements par les instances gouvernementales de décisions de justice en sa défaveur, tandis que le secteur des transports a pesé négativement sur la croissance de ce secteur en février. La production industrielle s'est contractée en janvier et février et reste inférieure aux niveaux enregistrés avant la pandémie. La production agricole devrait reculer de 2.8 % par rapport à 2023, année où elle a été exceptionnellement forte, en raison de précipitations trop abondantes dans le sud du pays, et d'épisodes de sécheresse marqués par des températures élevées dans le nord et le centre-ouest. Malgré ces conditions, le marché du travail demeure dynamique, avec un taux de chômage à 7.6 % en février, contre près de 15 % à la mi-2021, tandis que l'emploi et les revenus salariaux augmentent.

L'inflation s'est établie à 3.9 % en mars contre 4.5 % en janvier. L'inflation a principalement ralenti dans les secteurs du logement, de l'ameublement et, surtout, de l'éducation. L'augmentation des prix de l'alimentation, des boissons et des transports tend désormais à ralentir, suite aux conséquences des événements climatiques qui ont pesé sur les prix des produits alimentaires et des boissons au cours des derniers mois de 2023. De manière générale, un nouveau recul de l'inflation est attendu au cours de l'année. L'inflation sous-jacente a diminué, passant de 5.1 % en janvier à 4.3 % en mars.

## Brésil 1



Source : Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística) ; et CEIC.

StatLink  <https://stat.link/2vd0j7>

## Brésil : demande, production et prix

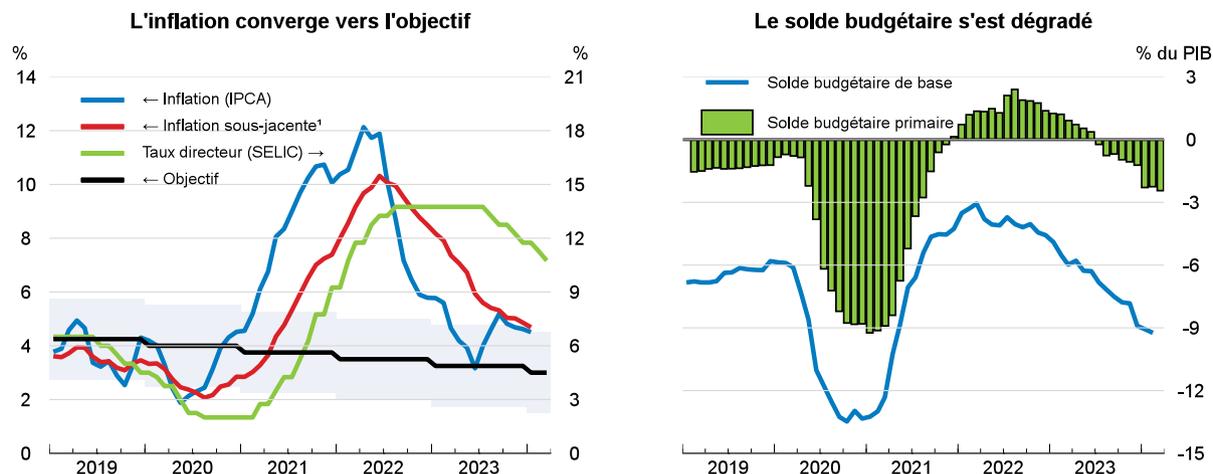
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
<b>Brésil</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	7 609.6	5.1	3.1	2.9	1.9	2.1
Consommation privée	4 805.0	3.0	4.1	3.1	2.3	2.2
Consommation publique	1 532.2	4.2	2.1	1.7	2.5	1.5
Formation brute de capital fixe	1 260.2	13.0	1.0	-2.9	0.7	1.6
Demande intérieure finale	7 597.4	4.9	3.2	1.8	2.0	2.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 33.9	2.0	-0.9	-0.8	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	7 563.6	6.8	2.2	0.9	1.4	2.0
Exportations de biens et services	1 252.0	5.0	6.2	9.1	4.6	3.5
Importations de biens et services	1 206.0	13.8	0.7	-1.1	1.8	2.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	46.0	-1.4	1.0	2.0	0.5	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	12.7	8.5	4.7	5.4	4.3
Indice des prix à la consommation	—	8.3	9.3	4.6	4.0	3.3
Déflateur de la consommation privée	—	11.8	10.4	4.9	5.0	4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.5	-4.5	-8.7	-6.4	-6.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.8	-2.5	-1.3	-1.5	-1.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/n7mk52>

## Brésil 2



1. L'inflation sous-jacente exclut les prix de l'énergie et des produits alimentaires. La zone grisée correspond à la marge de tolérance de l'inflation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115 ; et Banque centrale du Brésil (Banco Central do Brasil).

StatLink  <https://stat.link/h6m9n1>

## La politique budgétaire peine à atteindre les objectifs d'assainissement

L'inflation continuant de décroître, la banque centrale a assoupli sa politique monétaire, abaissant son taux directeur de 13,75 % en juillet 2023 à 10,75 % en mars 2024. Dans un contexte de diminution constante de l'inflation, de nouvelles baisses du taux directeur sont attendues, à 8,75 % d'ici la fin de 2024 et à 8,25 % d'ici le second semestre de 2025. Le rythme de ces mesures pourrait toutefois être affecté par des événements extérieurs et des dérapages budgétaires susceptibles de peser sur les taux de change et la dynamique de l'inflation.

En 2023, la politique budgétaire a été expansionniste, entraînant une dégradation du solde primaire, qui est passé d'un excédent de 0,5 % du PIB en 2022 à un déficit de 2,1 % du PIB en 2023. Le nouveau cadre budgétaire impose un budget primaire à l'équilibre en 2024. L'incertitude sur les montants que les nouvelles mesures fiscales permettront de dégager et les tensions sur les dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation pourraient affecter la capacité à atteindre l'objectif budgétaire fixé pour 2024. Ainsi, la dette publique brute devrait augmenter légèrement, car même un budget primaire équilibré ne suffirait pas à stabiliser la dette à son niveau actuel de 75 % du PIB.

## La croissance se redressera

La croissance s'établira à 1,9 % en 2024 et 2,1 % en 2025, principalement soutenue par la demande intérieure. L'investissement devrait augmenter avec l'amélioration des conditions financières et de la confiance des entreprises. La consommation des ménages devrait rester soutenue, sous l'effet de l'augmentation des salaires et des créations d'emplois. Du côté de l'offre, des conditions météorologiques moins favorables devraient entraîner une réduction de la production agricole à des niveaux inférieurs à ceux de l'année passée, au cours de laquelle les récoltes ont atteint des niveaux records. L'inflation, qui s'est établie en moyenne à 4,6 % en 2023, devrait reculer à 4,0 % en 2024, puis à 3,3 % en 2025, année au cours de laquelle elle convergera vers l'objectif de 3 %. Certains facteurs conjoncturels d'inflation

s'étant déjà affaiblis, le rythme de la désinflation devrait ralentir, sans exclure d'éventuelles phases momentanées de retour à la hausse, notamment en raison des évolutions dans le secteur de l'agriculture qui influe sur les prix des produits alimentaires et des boissons.

Des risques de divergence à la baisse existent. Les tensions géopolitiques et le ralentissement de la croissance en Chine, partenaire commercial de premier plan du Brésil, pourraient freiner la demande extérieure. Une dégradation du solde budgétaire serait susceptible d'accentuer les tensions inflationnistes et de retarder de nouvelles baisses du taux directeur, ce qui freinerait l'investissement et la consommation. Inversement, une mise en œuvre réussie de la réforme fiscale pourrait renforcer la confiance et stimuler l'activité économique.

## Un assainissement budgétaire s'impose pour restaurer la confiance

Afin de rétablir la confiance dans les finances publiques, il est primordial d'atteindre l'objectif de solde primaire et de mettre en œuvre le nouveau cadre budgétaire. Le système harmonisé de taxe sur la valeur ajoutée adopté en décembre simplifiera la taxation des biens et services, réduira les coûts de conformité fiscale pour les entreprises et contribuera à renforcer la confiance. Il abaissera en outre le coût du panier de consommation pour les ménages modestes. Une réforme d'ampleur de la politique budgétaire permettrait de dégager davantage de marges de manœuvre budgétaires et d'améliorer la viabilité de la dette. Du côté des dépenses, une réforme des règles de dépenses automatiques offrirait davantage de souplesse à la politique budgétaire dans la poursuite des priorités de l'action publique. Du côté des recettes, la progressivité de l'impôt sur le revenu pourrait être renforcée en limitant la déductibilité des dépenses privées de santé et d'éducation et en réduisant les niches fiscales. Développer l'accès à des structures d'éducation des jeunes enfants, notamment pour les ménages modestes et les parents isolés, pourrait favoriser l'égalité des chances et une progression du taux d'activité des femmes. De même, s'agissant des dépenses destinées à soutenir le marché du travail, une réaffectation des aides à l'emploi vers des formations de qualité correspondant aux besoins du marché du travail permettrait d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. L'abaissement des obstacles aux échanges faciliterait l'accès aux marchés étrangers et une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales. Les droits de douane et les obstacles non tarifaires à l'importation, notamment les exigences de contenu local, très répandues, pourraient être davantage réduits. Comblant les déficits d'infrastructure en matière de transport, d'eau et d'assainissement permettrait d'améliorer la compétitivité des entreprises brésiliennes et l'accès aux services de base pour une plus grande partie de la population. Pour lutter contre la déforestation, il sera impératif de renforcer l'application du droit environnemental, dont le code forestier. Lier les crédits agricoles subventionnés à la mise en application de pratiques bas carbone pourrait aider à lutter contre la déforestation et réduire les émissions.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1**  
An unfolding recovery

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2024), « Brésil », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9bbc5a77-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.